

Macron a-t-il décidé de savonner la planche de son successeur en mettant la France dans un état abominable ?

écrit par Christine Tasin | 31 juillet 2021





C'est l'une des hypothèses faites par Hash H16 dans un [article d'Atlantico](#)... (extraits en italique ci-dessous)

Il y en a d'autres. Le point de départ est un constat : malgré les déclarations à la Tartarin de Macron, il n'y aura pas de réforme des retraites avant la fin de son mandat (ce qui ne me désespère pas, au contraire de l'auteur de l'article). Et l'auteur d'insister sur la haine de Macron pour ces Gaulois réfractaires qui lui en ont fait baver avec la crise des Gilets jaunes. Haine qui expliquerait pas mal de choses...

Le peuple, frétilant de plaisir, va enfin pouvoir reprendre le cour de ses activités puisque, c'est certain, grâce au pass sanitaire, tout va rentrer dans l'ordre ! Youpi ! Cependant, en attendant que les mauvaises surprises et les déceptions s'accroissent, on est en droit de se demander pourquoi, alors que les services de réanimations se vident, il est venu à tout

l'Exécutif français l'idée subite de lancer ainsi une telle opération en France ?

Avant toutes choses, il faut bien comprendre que si l'une ou l'autre dérive liberticide devait avoir lieu, c'était bien dans la torpeur de l'été qu'elle serait faite : eh oui, c'est toujours pendant l'été que les veuleries et les pires saloperies politiques sortent du bois pour prendre le soleil, alors que les uns et les autres sont déjà partis en vacances ou qu'ils s'apprêtent à le faire. Ici, c'est pareil : tout doit être prêt pour la rentrée qu'on pressent déjà grandiose, et l'été est le meilleur moment pour cogner fort. Mission réussie.

Ceci posé, on pourrait facilement imaginer que l'imposition d'une nouvelle couche de restrictions de libertés (que certains imbéciles présentent hypocritement comme un gain de liberté) a été pensé, comme évoqué dans le [précédent billet](#), pour punir le peuple de Gaulois réfractaire.

Il est bon de rappeler que le Président a fort peu goûté les débordements dont il fut la cible en 2018 et 2019 et il n'est pas invraisemblable d'imaginer que, particulièrement outré qu'une partie du peuple ait pu ainsi montrer son mécontentement à son égard, il veuille maintenant prendre sa revanche.

Hash H16 fait alors la liste des "chantiers" que Macron ne mettra jamais en oeuvre, tout en insistance sur l'incompétence du gars et son abominable gestion de la crise Covid...

Du reste, il a prouvé que ni la cohérence, ni la bienveillance ne risquaient de l'étouffer : toute la gestion de la crise a été particulièrement foutraque et improvisée, et les quelques mesures fortes qu'il a prises l'ont toujours été dans le mépris le plus total des conséquences humaines. Les confinements durs, les couvre-feux, les petits cerfas

ridicules à remplir pour un oui ou un non, les amendes vexatoires, le traitement outrageusement inégal d'un point à l'autre du territoire (certaines cités sensibles n'ont jamais goûté aux petits pandores des attestations), tout fut fait pour que la France d'en bas paye, chèrement, ses rebuffades de début de mandat.

On ne peut pas non plus complètement écarter l'hypothèse – plus dérangeante mais pas complètement impossible – que Macron, dont on se rappelle malgré tout qu'il envisageait énigmatiquement de [ne pas se représenter en 2022](#), sentant la partie électorale très mal engagée pour ses miches, **aurait choisi de mettre le pays dans un état pitoyable avant son départ pour garantir à son successeur un quinquennat particulièrement pénible voire abominable.**

En effet, dans ce qui n'est ici, je le réécris, qu'une hypothèse de pensée, **fracturer le pays et jeter les Français les uns contre les autres permettrait de rendre le pays ingouvernable à tout élu de 2022.** Par contraste, cela permettrait à Macron d'incarner le dernier président d'une France encore entière avant le gouffre (qu'il aurait consciencieusement préparé).

Tordu certes, mais pas beaucoup plus que les roueries habituelles des politiciens qui ont occupé le poste, et pas moins que les manigances, mensonges et hypocrisies de l'actuel locataire de l'Élysée.

Mais il opte pour une autre explication :

Mais plus raisonnablement, on comprend surtout qu'ici, cette formidable réduction des libertés à l'acide hygiéniste n'est qu'une grosse diversion. Réussie du reste : tout le pays ne bruisse que du pass, de tests et de variants ; les uns se montent le bourrichon contre les autres et habilement, le politicien divise pour mieux régner en étant certain de [conserver les gardes prétoriennes du bon côté du pouvoir](#) ;

et si cela peut aider à les séparer du reste de la population, c'est encore mieux, surtout lorsqu'il s'agira de lui taper dessus.

Cette diversion n'est pas fortuite : il s'agit ici de ne surtout pas faire les réformes dont le pays a profondément besoin et que Macron avait menti s'emparer lors de son élection.

En réalité, oubliez la réduction de la masse salariale fonctionnaire : Macron renonce.

Oubliez aussi la réforme des retraites : il ne l'a pas avoué, mais **Macron renonce aussi**.

Avec la diversion, il trouve un motif en béton armé pour ne surtout pas se lancer dans la moindre remise à plat du système français, au bord du gouffre : pour le Président, tout ça attendra que l'état sanitaire du pays le permette.

Ainsi, la réforme des retraites sera engagée dès que « *l'épidémie sera sous contrôle et la reprise bien assurée* ». Autant dire « aux calendes grecques » puisque l'ensemble de l'opération actuelle revient à dire que l'épidémie n'est pas sous contrôle et que la seule chose qu'on peut assurer concernant la reprise économique est qu'elle sera copieusement fusillée par ces mesures calculées à dessein.

On comprend même avec cette déclaration qu'il devient carrément impératif que la crise sanitaire perdure : d'un côté, on musèle tout le monde, de l'autre (sortir de la crise et lancer ces réformes), c'est s'assurer de mettre le peuple dans la rue. Certes, ne pas les lancer, c'est potentiellement faire une croix sur les 40 milliards du plan de relance européen qui sont conditionnés à la bonne marche de l'économie française... Mais la crise constitue aussi une bonne excuse pour réclamer l'argent sans justement se mettre

en danger.

Oui, vous l'avez compris : tout ce cirque vaccinal n'a absolument plus rien de médical.

Les objectifs de Macron ne sont plus, depuis longtemps, de diminuer l'impact d'un virus sur la population.

D'une part, les gouvernements qui se sont succédé à la tête du pays ont amplement prouvé qu'ils n'avaient jamais rien eu à faire de la santé des Français (le nombre de scandales sanitaires suffit à étayer cette remarque). D'autre part, on ne peut pas prétendre vouloir baisser la pression sur les services hospitaliers quand, dans le même temps, on a tout fait pour fermer encore et encore des lits d'hôpitaux et de réanimation, et ce même en pleine pandémie et au contraire de tout ce qui était annoncé partout. On ne peut pas prétendre vouloir protéger le système de soins français tout en menaçant de licenciement les soignants qui refuseraient le vaccin, et ce alors que les équipes sont épuisées, que les soignants démissionnent et que les pénuries en personnel opérationnel sont criantes.

Non, aucun doute n'est possible : Macron ne suit qu'un but purement politique, un agenda rempli de petites manœuvres de politique politicienne et ce pass sanitaire n'est qu'un moyen, parmi d'autres, pour arriver à ses petites fins personnelles, et exclusivement ça. Dans ce schéma élyséen, le peuple n'est qu'une variable d'ajustement.

Réveillez-vous : vous êtes en train de vous faire ajuster.

À LIRE AUSSI

Extension du pass sanitaire : attention au risque réel d'accoutumance aux restrictions des libertés publiques

[Article publié initialement sur le blog de H16](#)